République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE TECHNIQUE THEMATIQUE

Bonne Gouvernance

ELEMENTS INTRODUCTIFS ET DE CONTEXTE

La création d'un département ministériel dédié à la promotion de la gouvernance, constitue un pas décisif dans le processus de consolidation du dispositif institutionnel mis en place par le Gouvernement du Sénégal, pour améliorer les modes de gestion et de régulation des affaires publiques. Le défi reste tout d'abord de mettre fin aux mauvaises pratiques liées à la mal gouvernance notamment, l'affectation inefficace et inefficiente des ressources publiques, leur détournement à des fins d'accaparement privé etc. En effet, la persistance de tels phénomènes conduit toujours à l'aggravation de la pauvreté, aux retards de développement et, surtout sur le plan politique, à l'installation de la méfiance entre les citoyens et l'Etat, source d'instabilité du contrat social, plate-forme de la République.
L'enjeu consiste également à assurer un meilleur fonctionnement de la puissance publique, adossée à une administration et des services publics de qualité, sous le couvert d'un Etat de droit et d'une démocratie renforcés. Il s'agira, en outre, d'aménager l'action publique de manière à inclure la participation citoyenne, nouvelle exigence contemporaine de la démocratie.

Les résultats des enquêtes publiées en 2013 par l'Indice Ibrahim, le Millenium Challenge Corporation (MCC), le Forum économique mondial de Davos et le réseau Afro Baromètre révèlent que le Sénégal a fait de grands pas dans la lutte contre la corruption.

Cette note passe en revue les problématiques essentielles du cadre de gouvernance au Sénégal. A la suite, des pistes de réflexion ont été dégagées sur les réformes possibles. Des principes connus ont servi de base à l'analyse, notamment : la transparence, la responsabilité, le respect des lois et règlements, l'efficience, l'efficacité, l'accès à l'information et au service public et la participation citoyenne, l'intégration du genre dans les politiques publiques. Finalement, six (6) axes stratégiques, constituant des domaines prioritaires de gouvernance, ont été explorés et retenus, à savoir :

1. Etat de droit et démocratie ;
2. Efficacité de l'Administration publique ;
3. Intégrité publique ;
4. Gouvernance des secteurs stratégiques (minier, foncier, santé, éducation,…) ;
5. Décentralisation, développement local et gouvernance territoriale ;
6. Education, formation, communication pour une appropriation citoyenne ;

ORIENTATIONS DU SECTEUR

Les résultats des enquêtes publiées en 2013 par l'Indice Ibrahim, le Millenium Challenge Corporation (MCC), le Forum économique mondial de Davos et le réseau Afro Baromètre révèlent que le Sénégal a fait de grands pas dans la lutte contre la corruption.

La vision stratégique de la nouvelle politique de gouvernance ambitionne de faire du Sénégal, **un pays disposant d'une économie plus forte, plus saine et plus juste, reposant sur des fondements d'intégrité, d'éthique et de transparence solides qui réorientent l'effort d'amélioration du cadre dans lequel les entreprises, les marchés et les pouvoirs publics doivent agi**r.

A cette fin, la Stratégie de gouvernance dégage un ensemble d'options en termes d'axes et programmes déclinés en sept (7) lignes directrices :

- **Renforcement de l'Etat de droit et la démocratie,** par la consolidation de la séparation des pouvoirs dans les textes et dans les pratiques ; le suivi et l'application des engagements juridiques internationaux, le renforcement des capacités de l'institution parlementaire, l'implication des populations, des acteurs non étatiques dans l'élaboration, le contrôle et l'évaluation des politiques publiques et la rationalisation de l'espace politique.
- **Respect des règles d'intégrité publique,** à travers la rationalisation du cadre légal et organisationnel du contrôle de l'action publique, le renforcement des capacités d'intervention des corps de contrôle et des organes de lutte contre la corruption, la mise en place d'un mécanisme de promotion de l'éthique et de la déontologie dans l'exécution de la mission de service public,

la promotion de la culture de transparence et de redevabilité et la mise synergie et d'optimalisation de l'utilisation des résultats du contrôle .

- **Renforcement de l'efficacité de l'Administration publique,** avec les axes d'invention concernant entre autres la rationalisation de l'organisation de l'Administration publique, le renforcement des mécanismes d'accès à l'offre de services judiciaires et la facilitation de l'accès des usagers au service public.
- **Consolidation des politiques de décentralisation, de déconcentration et de développement territorial**, par l'appui au processus de territorialisation de l'action publique, le renforcement des capacités et la promotion des mécanismes de transparence dans la gestion.
- **Renforcement de la qualité de la gouvernance dans les secteurs stratégiques,** notamment par le renforcement des outils de pilotage et de performance.
- **Communication, éducation pour une appropriation citoyenne,** par la promotion des valeurs et pratiques de bonne gouvernance, l'effectivité de l'accès des citoyens à l'information publique et le renforcement et l'institutionnalisation du contrôle citoyen de l'action publique au niveau national et décentralisé.
- **Renforcement des capacités institutionnelles de pilotage de la stratégie,** à travers la mise en place du dispositif organisationnel et les ressources humaines pour la conduite de la stratégie, le développement du partenariat pour un financement soutenu de la gouvernance, la consolidation du système de suivi- de la stratégie de gouvernance.

ACTIONS PRIORITAIRES

Le coût total de la Stratégie est estimé à 50 millions de dollars US

Projets et programmes	ACTIONS PRIORITAIRES	Budget prévu	ECHEANCE SOUHAITEE
Programme d'appui à l'Intégrité publique et à la transparence	• Renforcement les mécanismes de garantie de l'indépendance de la justice • Rationalisation du cadre légal et organisationnel du contrôle de l'action publique • Renforcement des capacités d'intervention des corps de contrôle et des organes de lutte contre la corruption • Mise en place d'un mécanisme de promotion de l'éthique et de la déontologie dans l'exécution de la mission de service public • Opérationnaliser un dispositif de mise en synergie et d'optimalisation de l'utilisation des résultats des contrôles • Mise place d'une plateforme partagée de suivi à la fois des recommandations issues des rapports du Contrôle d'Etat et des initiatives en matière de gouvernance	8 millions de dollars	2017
Mise en œuvre du Projet d'appui à l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques	• Systématiser la planification, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes • Renforcer des capacités de l'institution parlementaire • Assurer une meilleure implication des populations et les acteurs non étatiques dans l'élaboration, le contrôle et l'évaluation des PP	3 millions de dollars	2017
Projet d'Appui au Système de Suivi de la Gouvernance	• Appui à l'institutionnalisation d'un dispositif de coordination et de suivi-évaluation de la gouvernance • soutien la conception et la mise en place d'un système d'informations sur la gouvernance • définition des indicateurs de gouvernance permettant de mesurer les progrès réalisés acteurs • Renforcement les capacités des acteurs des projets, des programmes et autres structures de gouvernance, en matière de suivi et évaluation • Elaboration d'un rapport annuel sur la gouvernance au Sénégal	3 millions de dollars	
Mise en œuvre du Programme d'appui à la Gouvernance des secteurs	• Appui à la meilleure participation citoyenne • Rationalisation du mode de désignation des dans les entreprises publiques et parapubliques • Renforcement des outils de pilotage et de performance dans les secteurs stratégiques (santé, éducation, transports, etc.)	6,5 millions dollars	2017

stratégiques et sociaux	• Renforcement du fonctionnement des cadres de concertation et de dialogue dans les secteurs stratégiques • Promotion de la pratique de la corporate governance dans les entreprises privées		
Promotion de la participation et du contrôle citoyens	• Mise en place d'un cadre de dialogue Etat/Société civile et d'exercice du contrôle citoyen • Renforcement des capacités des acteurs institutionnels en matière d'approche participative • Valorisation des résultats des audits citoyens	4, 5milions de dollars	
Mise en œuvre du Programme d'appui aux initiatives de la société civile	• Appui au renforcement des capacités des ANE et des populations en matière de participation citoyenne, de contrôle de l'action publique et de suivi budgétaire • Appui au renforcement des mécanismes de transparence, de contrôle et de participation des citoyens pour une meilleure gouvernance territoriale • Renforcement des capacités de la société civile en matière de dialogue social et d'observation électorale • Renforcement de l'intégration du genre dans les politiques publiques	6 millions de dollars	2017
Programme pour une nouvelle gouvernance territoriale	• Appui à la mise en place de cadres de concertations entre acteurs dans les départements • Capitalisation et institutionnalisation d'outils d'appui à la gouvernance locale • Renforcement des capacités des acteurs • Echanges d'expérience au niveau sous régional	6 millions de dollars	
Mise en œuvre du Programme d'appui à la communication et à l'Éducation pour la Bonne Gouvernance	• Promotion des valeurs de bonne gouvernance (décideurs et leaders d'opinion, et citoyens) • Promouvoir l'utilisation des tics dans l'administration	7 millions de dollars	2017
Programme « Accès à l'information et au service publique »	• Plaidoyer pour l'adoption de la loi spéciale sur l'information du public • Appui à la mise en place des dispositifs d'accueil, d'orientation dans les administrations • Appui à l'amélioration de la communication institutionnelle	5 millions de dollars	
Mise en œuvre du Programme Gouvernance pour l'atteinte des OMD	• Renforcement la gouvernance économique et financière • Appui à la consolidation de la gouvernance Politique • Appui à l'amélioration de la r la qualité du service public • Appui à la territorialisation de l'action publique	6,8 millions (acquis)	2017